

CIBLE

Haïti

Les innombrables victimes du tremblement de terre qui a ravagé Port-au-Prince ne doivent pas être oubliées après le départ des médias, au prétexte que de l'argent a été envoyé et que les organisations humanitaires s'occupent de la suite des opérations de secours.

Bien des capitales et bien des villes, en Europe, aux Amériques et en Asie, sont exposées à la destruction et la rupture de barrages menace d'innombrables ruraux. Les pays riches ont adopté des règles antisismiques rigoureuses mais, dans les pays pauvres, les normes sont inexistantes ou formelles.

On ne doit accepter plus longtemps cet état de fait et gémir quand la catastrophe se produit. La coopération internationale s'impose et l'aide à la construction de bâtiments et de barrages à toute épreuve est d'une extrême urgence. Mais ce seront les États qui feront voter les lois et les règlements antisismiques et qui mobiliseront les organes de contrôle de la bonne exécution des décisions. Mondialisation de la lutte, grâce aux États nationaux.

IDENTITÉ NATIONALE

Supprimez ce ministère !

Al-Qaïda

**Objectif
Médine**

p. 5

Travail

**Une théorie
politique**

p. 8

Supprimez ce ministère !

La boîte de Pandore du candidat Sarkozy à peine ouverte, nous l'avions dit : un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale est une provocation.

Soustraire au ministre de l'Intérieur la gestion administrative des flux migratoires pour lui consacrer un portefeuille à part entière est une première embrouille. Placer l'immigration sous l'égide du concept brumeusement idéologique d'*identité nationale* y ajoute une imbécillité, et l'on sait la capacité de nuisance des imbécillités dans l'histoire.

Pour couronner le tout, ce ministère zombi confié au ministre d'*ouverture* Éric Besson, socialiste transfuge épongé par le clan libéral, ne pouvait mieux se proclamer lui-même hybride, OGM sarkozien à semer en plein champ sans égard au principe de précaution.

Quant au concept, certains l'ont relevé : administrer l'identité nationale rappelle la formidable fiction de George Orwell, 1984, où c'est un ministère de l'Amour qui gère la police de la pensée.

Depuis sa fondation, et quelles que soient les parades rhétoriques, la principale fonction de cette officine a consisté à fichier, discriminer, interner et

autant que possible expulser, sur quota programmé, les hôtes étrangers décrétés indésirables. Et cela, non seulement pour les raisons de droit qu'un État se donne ou négocie pour réguler l'accès à son territoire, mais en invoquant à chaque instant comme une **valeur** le critère introuvable de l'*identité*. Idée creuse, instrument inapte à se traduire en droit autrement qu'en vérités de comptoir ou en ukases totalitaires. Chaque policier ou agent de préfecture n'a qu'à le meubler de ses restrictions ou de ses fantasmes pour insuffler aux nationaux effarouchés l'illusion qu'enfin, la nation française est en main.

D'où l'opportunité pour le président de la République et de l'UMP réunis de siphonner leur plein de voix aux élections en lançant ce **débat national**, auquel nous avons refusé de participer.

Contrôle d'identité. Il fallait oser, sous couvert des préfets, donc de l'autorité même de la République, convier le citoyen (certes sélectionné : 400 pour Aubervilliers, dont 60 présents) à venir librement gonfler de

son haleine la baudruche officielle ! Et - fi de l'alcotest ! - du même coup ouvrir les vannes, là ou sur Internet, à des forums nettement moins policés où épancher sa hargne xénophobe, anti-arabe, antimusulmane voire sourdement antisémite - le ministre et les siens comme Jean-François Copé bénissant ces défolements comme hygiène purgative, antidote aux votes extrémistes ! De ce cloaque naîtraient des citoyens nouveaux. Aussi efficacement que contre la grippe A : vaccinés.

Mais enfin, disent certains, pourquoi éluder ce thème de l'identité nationale ? Et pourquoi le laisser galvauder alors que c'est par excellence notre patrimoine ? Une réponse se dégage des prises de position du collectif en faveur de la suppression du ministère dont nous parlons, réponse qui marque l'unanimité profonde qui nous lie quant à la perception de notre appartenance à la nation. Elle peut certes afficher des principes - liberté, égalité, fraternité ; elle doit même se don-

ner des formes de droit - la monarchie constitutionnelle est celle que nous préconisons ; mais fondamentalement, la nation est vécue comme une invention perpétuelle, une re-création douloureuse ou fervente au fil de l'histoire, une solidarité qui s'étend sur un mode quasi familial aux plus profondes strates de l'expérience commune, même déchirante, aux plus lointaines affinités qui l'ont nourrie sur cette planète. Et, foin des afféteries post-nationales, c'est sa conscience aiguë des limites, ce respect, qui relie la France aux autres peuples et lui confère depuis longtemps - bien avant la Révolution - un rapport privilégié à l'universel.

Comment s'exprime une expérience aussi intime, aussi étrangère aux rodomontades de café du commerce, aussi rebelle aux *talk-shows*, si jalouse de sa force de communion qu'elle échappe à la communication perpétuelle ? Tout simplement par l'exemple. L'identité nationale est une vie, une pratique. La vie et la pratique de ceux qui nous ont précédés et que nous admirons. Notre vie la meilleure, notre meilleure pratique. Et elle n'est jamais plus proche d'elle-même, plus fidèle, que lorsqu'elle s'insurge pour dénoncer les faux-semblants.

En voici l'occasion actuelle.

C'est notre identité nationale qui le clame et l'exige : supprimez ce monument d'imposture. Rayez du gouvernement ce ministère qui nous trahit et risque de déshonorer l'essentiel de ce que nous avons à défendre à la face des peuples et des nations. Supprimez ce ministère. Et au lieu de vouloir définir notre identité, laissez-la vous définir. Obéissez-lui.

Luc de GOUSTINE

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MENDOUIN

SOMMAIRE : p.2 : Supprimez ce ministère ! - p.3 : France, ton industrie fout le camp - Bensaid - p.4 : Retraites - Faut-il sauver le soldat Parisot ? - p.5 : Objectif Médine - p.6/7 : Le paradoxe persan - p.8 : Théorie du travail émancipateur - p.9 : Le mythe de la violence religieuse - p.10 : Paul et Kader - Le langage face à l'abîme - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Paroles d'oligarchie.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

France, ton industrie fout le camp

Convoqué par le ministre de l'Industrie puis à l'Élysée le directeur général de Renault se serait vu tancé quant au projet de la délocalisation de la production de la future Clio en Turquie. Nous voilà rassurés ! Une nouvelle fois, l'ultra président Sarkozy vient de prendre les choses en main. Vraiment ?

En réalité, le projet de fabrication de la nouvelle Clio en Turquie montre les ravages de la libre concurrence sur notre tissu industriel. D'un côté, la bonne performance commerciale de l'ex-Régie est louée, devant les ventes record enregistrées récemment par son réseau (merci la prime à la casse, merci aux contribuables français), d'un autre côté, la recherche systématique des coûts les plus bas amène Renault à transférer sa production à l'étranger. Ainsi, le ministre de l'Industrie, au perron de son cabinet, feint de découvrir que 75 % de la production de Renault est faite à l'étranger, et demande l'inversion de ce rapport ! Les ingénieurs de Renault vont avoir un sacré boulot pour détricoter leur organisation industrielle ! Tout cela n'est pas sérieux, hélas.

Retour sur image : lors de la signature du *pacte automobile* à l'Élysée le 9 février 2009, Sarkozy, index pointé, exige de la part de nos deux groupes nationaux le maintien de leur production en France, présentée comme une condition imposée aux constructeurs en échange de l'aide publique. Alors, PSA et Renault, qui broyaient du noir, n'ont pas fait la fine bouche et ont bien volontiers accepté les bouées financières de leur sauvetage.

Voici l'addition : plus de 6 milliards d'euros sous forme de prêts avantageux, agrémentés de 400 millions d'euros pour la prime à la casse. Le PDG de Renault-Nissan, l'ineffable Monsieur Ghosn, autoproclamé **citoyen du monde** dans son autobiographie, pleurait encore le 15 décembre dernier, devant l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) en ces termes : « *Il faut que l'État apporte des liquidités. Nous avons d'ores et déjà taillé dans nos investissements pour 2009* ».

Et puis, patatras, ! Voilà que des informations filtrent sur le transfert de la production de la troisième voiture la plus vendue en France, en Turquie, un pays en dehors de l'Union européenne. Émoi dans le Landerneau, et gémissements médiatiques sur les plateaux télé, d'autant que l'État détient encore 15 % du capital de Renault, mais feint de découvrir ce projet ! En tant que premier actionnaire, l'État n'aurait donc eu aucune information préalable sur cette importante décision industrielle. Il est temps que ses représentants émergent de leur torpeur et quittent leurs habits d'observateurs impuissants. Lorsque des fonds de pension sont actionnaires d'une entreprise, ils ne se privent pas de peser sur sa gestion, alors pourquoi pas l'État français ?

De deux choses l'une : soit les représentants de l'État connaissent le projet de délocalisation, et l'ont donc cautionné, soit ils ne le connaissent pas, et alors c'est à Carlos Ghosn qu'il faut demander des comptes, et même le remercier pour non-respect de ses engagements pris le 9 février 2009. Dans les deux cas, où est passé l'intérêt de notre industrie ? Où est passée la défense de nos emplois ? Monsieur Ghosn pense-t-il sincèrement à ses salariés et à ses sous-traitants français ? Non, il pense à produire à moindres coûts pour garder son poste, à étendre son empire, à payer toujours moins ses fournisseurs et ses ouvriers. La logique libérale est chevillée en lui, et nos dirigeants politiques n'ont fait que la pousser depuis plus de 30 ans.

Alors que les *états généraux de l'industrie* ont été lancés à grand renfort de communication, pour inventer la politique industrielle de demain, ce nouvel avatar illustre à quel degré le gouvernement navigue à vue, dans l'urgence du moment, et pétri de ses propres contradictions. L'industrie française a rétréci à 14 % de la valeur ajoutée de la zone euro, tandis que l'Allemagne s'est maintenue à plus de 35 %. Notre pays doit se réarmer en technologie et en usines, sur notre sol et pas ailleurs, car l'industrie est une forme de souveraineté nationale.

Yves BILLON

Bensaïd

La mort de Daniel Bensaïd me fait de la peine. Nos relations avaient pourtant mal commencé. En 1971, entre la Ligue et notre jeune mouvement, les affrontements étaient violents et Daniel nous révéla lors de son premier *Mercredi* qu'il avait été le rédacteur d'une brochure sur *Les bandes armées du Capital* qui nous dénonçait comme des adversaires particulièrement retors !

Nous avions ri de bon cœur, d'autant plus détendus que nous venions de discuter de ce qui nous séparait après qu'il nous eut présenté sa Jeanne (1). *Une Jeanne d'Arc entre la légitimité et l'insurrection* : telle fut sa dédicace. Pendant notre débat, il avait volontiers reconnu la réalité nationale mais privilégiait la lutte des classes alors que je défendais l'inverse. Mais Jeanne faisait le lien entre nous, à la fois dans l'ordre de la réflexion politique et dans les combats quotidiens : nous étions ensemble dans la rue contre la xénophobie, pour l'égalité, pour la justice sociale.

Daniel est revenu nous présenter deux autres livres et nous nous sommes retrouvés sur le pavé parisien à de nombreuses reprises – contre l'agression de l'Otan en Yougoslavie et dans tous les mouvements sociaux depuis 1995. Comme mes camarades, je respectais le marxiste et le marxologue et j'appréciais le philosophe, familier de Charles Péguy et de Walter Benjamin. Il restera pour nous une figure exemplaire de l'intellectuel militant.

Bertrand RENOUVIN

(1) Daniel Bensaïd, *Jeanne de guerre lasse*, Gallimard, 1991, prix franco : 16 €.

 Achat immédiat

Retraites

On va réformer les retraites. Telle est l'annonce faite aux Français par l'entourage de Nicolas Sarkozy, François Fillon et diverses variétés de scribes couchés. Les Français ont depuis longtemps compris que l'évocation de la réforme couvrirait toujours un saccage ultra-libéral. Tel est le cas : l'Élysée a décidé de mener une nouvelle attaque contre le système français des retraites : nous ne connaissons pas encore l'heure de la charge mais c'est déjà la préparation d'artillerie.

Nous avons d'abord la confiance sur le sérieux de l'intention, publiée comme il se doit dans le *Figaro* : « *Cela lui [le chef de l'UMP] permettra de donner des gages à la Commission européenne et également de rassurer son électorat sur sa capacité à continuer à agir*, estime un baron de la majorité ». La Commission et le capitalisme rentier étant rassurés, on peut passer à la première salve :

C'est François Fillon qui la tire en prévenant le bon peuple que la réforme va faire très mal : « *Personne ne doit s'attendre à des décisions faciles pour assurer la pérennité de nos régimes de retraite. Nous les assumerons.* » Cela signifie que l'oligarchie de droite est prête à affronter les syndicats, que l'on prend la précaution d'enfumer en leur garantissant le dialogue lors de la préparation de la réforme.

Puis on balance des fusées destinées à tester les réactions de l'adversaire : relèvement de l'âge du départ en retraite ; durée de versement des cotisations ; fonds de capitalisation...

Ce n'est qu'un début, la lutte des classes continue.

Annette DELRANCK

Faut-il sauver le soldat Parisot ?

À quelques mois du congrès du Medef, les tentatives de déstabilisation de Laurence Parisot se multiplient. La reconduction du mandat de l'actuelle présidente de l'organisation patronale en devient de plus en plus incertaine. Pourtant, il n'est pas sûr que les Français aient grand-chose à gagner à son départ.

« **O**n parle de la faiblesse du syndicalisme, mais je constate surtout celle du patronat ». Pour une fois, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT et expert ès patronat, parle d'or. À quelques mois de la fin du mandat de Laurence Parisot, rien ne va plus en effet au Medef. À la mi-décembre, Jean-René Buisson annonçait que l'*Ania*, la puissante fédération patronale de l'agroalimentaire qu'il préside, quitterait le Medef le 1^{er} janvier. Raisons invoquées à ce départ inattendu de celui qui fut l'un des plus fidèles soutiens de Laurent Parisot : le refus de la patronne des patrons de s'engager dans une réforme de la représentativité patronale qui remonte à l'après-guerre, et l'insuffisante prise en compte des préoccupations de l'industrie agroalimentaire, pourtant première industrie française en termes de chiffre d'affaires, et second employeur industriel français.

Début janvier, intervient un nouveau psychodrame au 55 de l'avenue Bosquet à Paris où se trouve le siège du Medef : la démission de Jean-Charles Simon, directeur général délégué, officiellement pour incompatibilité d'humeur avec Laurence Parisot et le

reste de son état-major. Cela serait passé inaperçu s'il n'était pas le troisième à quitter ce poste en quatre ans : le premier ayant même intenté un recours devant le conseil des prud'hommes. Enfin, certains Medef locaux ne pardonnent pas à Laurence Parisot d'avoir soutenu la réforme de la représentativité syndicale qui a contribué à un durcissement des relations sociales dans les entreprises. Un grand nombre d'entre eux n'hésitent plus, aujourd'hui, à dire tout haut ce que jusqu'à présent ils pensaient tout bas. Tout cela s'ajoute aux démêlés avec l'UIMM qui s'oppose, depuis le début, à la conception du dialogue social prônée par Laurence Parisot. Résultat : le renouvellement en juin du mandat de l'actuelle présidente qui se présentait, il y a peu, comme une simple formalité, devient de plus en plus compromise.

Certains voient dans cette tentative de déstabilisation la patte de l'Élysée qui ne supporte pas Laurence Parisot, notamment son attitude lorsque les montants des bonus des *traders* et des salaires des patrons ont été révélés, et verrait plutôt d'un bon œil son remplacement par un candidat plus docile et plus proche du président de la République. Pour preuve les déclarations

d'Alain Minc au *Parisien* *Aujourd'hui en France* fin décembre : « *s'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au Medef, les choses iraient mieux* ». Les prétendants ne manquent pas.

À commencer par Denis Kessler, qui fut le numéro deux du Medef de l'ère Seillière entre 1997 et 2005. Il est aujourd'hui PDG de la *Scor*, société de réassurance. C'est à lui et à François Ewald, son conseiller occulte, qu'on doit la **refondation** sociale dont l'objectif était de mettre à bas les principaux acquis sociaux. Son arrivée à la présidence du Medef serait une catastrophe. C'est un idéologue qui est passé dans les années 1980 du trotskisme le plus sectaire à l'ultra-libéralisme. Représentant du groupe de pression des assureurs privés, son programme se résume en deux points : **brûler le code du travail** et permettre aux assureurs privés de mettre la main sur le pactole de la Sécurité sociale.

Il prétend qu'il n'est pas candidat à la succession, d'autres disent qu'il ne se lancera dans l'aventure que s'il est sûr de l'emporter. Le lancement de sa campagne expliquerait la démission de Jean-Charles Simon qui fut un proche collaborateur de Denis Kessler et les deux hommes sont restés très liés. Dans ce contexte, le maintien de Laurence Parisot à son poste pourrait constituer un moindre mal.

Nicolas PALUMBO

Objectif Médine

Qui est l'ennemi ? Al-Qaïda, Ahmadinejad ou les deux ? La question des priorités est cruciale pour nos engagements.

Les derniers événements survenus au Yémen nous ramènent au 11 septembre 2001. On se souvient que 18 des 20 terroristes étaient d'origine saoudienne. Le réseau Al-Qaïda pour la péninsule arabique (AQPA) qui vient de s'afficher au grand jour au Yémen est constitué, pour au moins un tiers de ses membres, de Saoudiens qui se sont repliés de ce côté de la frontière après l'échec de leurs tentatives d'attentats dans le royaume, notamment contre l'un des princes de la famille royale.

Obnubilés par le Pakistan et l'Afghanistan ou bien par l'Iran, les services de renseignement n'avaient simplement pas réalisé que l'hydre de Oussama Ben Laden - lui-même de famille saoudienne d'origine yéménite - s'était insensiblement déplacée vers le cœur du dispositif, l'objet de toutes ses ambitions, l'Arabie saoudite. On les traquait au loin en Asie, ils étaient (presque) arrivés dans la chambre du maître de maison. L'objectif de l'organisation, la motivation de ses adeptes, n'ont jamais été un secret : l'institution d'un nouveau califat à Médine, capitale politique et juridique de l'Islam sunnite. Pourquoi ne pas y croire une bonne fois pour toutes ?

Les taliban étaient un premier leurre. Les diverses rebellions yéménites, de même caractère hyperconservateur clanique, sont, comme le souligne l'excellent observateur Jean-Pierre Filiu, un autre leurre (1). Al-Qaïda, c'est une nébuleuse de groupuscules qui

peut prendre tous les déguisements, mais qui n'est liée à aucune cause nationale ou régionale, à aucune ethnie ou filiation, et se propage dans tous les interstices de ces conflits. On peut vouloir résoudre les conflits, asphyxier, comme on l'a dit des méthodes de la contre-insurrection, le bouillon dans lequel le terrorisme se développe, ce qui prend du temps et des moyens militaires importants sinon démesurés ; seule une action très fine et spécialisée est adaptée à la nature de l'ennemi.

Même si cette confusion au niveau des engagements est grave, le plus grave est encore l'échelle des priorités de la sécurité nationale. La plus fatale des confusions fut de donner à la guerre contre Saddam Hussein la priorité absolue sur la traque d'Al-Qaïda. Il faut se demander impérativement si la même faute n'est pas en train d'être commise avec l'Iran.

Les mêmes méthodes sont employées : fantasmer un arsenal d'armes de destruction massive. On dira : de l'avis de tous, et d'abord de l'AIEA, la réalité est plus avancée en Iran qu'elle ne l'a jamais été en Irak. Avec ce que l'on sait maintenant oui, mais si l'on compare avec ce que l'on disait à l'époque, c'est du même tabac. Certes, ce n'est pas parce que l'on s'est trompé sur l'Irak que l'on se trompe sur l'Iran. Dont acte. Mais il faut raisonner.

Qu'est-ce qui est plus menaçant pour la sécurité du Moyen-Orient, du monde et la nôtre directement : que l'Iran acquière une capacité militaire nucléaire ou que Al-Qaïda triomphe à Médine et La Mec-

que ? Cela se discute. On ne pose que rarement la question en ces termes car il n'est pas sûr que la position de tous les alliés coïnciderait. Israël pense que la première option est vitale pour son existence. En revanche, il croit pouvoir contrôler le terrorisme. Tout le monde, aux États-Unis depuis le 11 septembre, en Europe, n'est pas du même avis pour ce qui le concerne.

La réponse la plus facile est de pratiquer l'amalgame. De même qu'on voyait Saddam Hussein donner sa bombe sale à Al-Qaïda, on imagine Al-Qaïda et les chiites travailler ensemble. Alliance objective : Téhéran ne serait pas mécontent de l'abaissement de l'Arabie saoudite (Israël non plus), mais ce n'est qu'un calcul à courte vue. Al-Qaïda à Médine, ce sera l'enfer pour tout le monde.

Donnons-nous une date : septembre 2011. À partir de là, commençons à nous organiser comme si l'événement était à ce point imminent. La conclusion serait immédiate : priorité au Yémen, ventre mou de la péninsule arabique, État-tampon entre Afrique, sous-continent indien et Arabie ; engageons un profond changement politique du régime plus que trentenaire au lieu que les interventions étrangères cherchent à le consolider en dictature repliée sur la capitale Sanaa. Espérons que la conférence internationale convoquée à Londres le 27 janvier sur la situation au Yémen, en parallèle à celle sur l'Afghanistan, ne nous inspirera pas les mêmes erreurs de jugement politique dans ce pays que dans l'autre.

Yves LA MARCK

(1) « Al-Qaïda et ses leures », *Le Monde* daté du 1^{er} janvier 2010.

BRÈVES

♦ **NOUVELLE-ZÉLANDE** – C'est la première visite officielle qu'il effectue à l'étranger au nom de la reine Elizabeth II. Le prince William (27 ans et deuxième dans l'ordre de succession au trône d'Angleterre), drapé dans un costume d'apparat maori, a été acclamé par plusieurs milliers de personnes lors de son arrivée à Wellington. Une petite foule de manifestants républicains a toutefois déroulé une banderole *Le temps de la République est venu*, sur le passage du prince mais sans perturber sa visite. Le Premier ministre, John Key, qui accompagnait le prince William a cependant indiqué que l'existence du débat sur l'abolition de la monarchie en Nouvelle-Zélande ne constituait pas une « révélation fracassante » pour le prince William. Le voyage du prince s'est poursuivi les jours suivants, d'une manière informelle, en Australie où il a eu des entretiens avec le Premier ministre Kevin Rudd.

♦ **NIGERIA** – Après quarante d'ans d'exil en Angleterre où il a construit une prospère entreprise de maintenance d'avion, Christopher Ejiofor (agé de 63 ans) est retourné dans son pays natal pour être couronné roi dans l'État d'Enugu au sud-ouest du pays. Ancien conseiller militaire du général Odumegwu Ojukwu lors de la guerre du Biafra de 1967, il avait dû fuir et s'était réfugié au Gabon puis en Angleterre. Sollicité par ses compatriotes en raison des aides financières importantes qu'il leur avait apportées depuis plusieurs années, il a fini par accepter la couronne qu'ils lui proposaient. « J'espère que l'expérience que j'ai acquise en Angleterre va m'aider à mettre un peu d'ordre dans le chaos qui existe dans cette partie du monde où il y a pourtant tellement de potentiel » a-t-il déclaré.

♦ **AUTRICHE** – « La loi de 1920 qui interdit aux membres de ma famille de se présenter aux élections présidentielles en Autriche est un non-sens anachronique à mettre la poubelle » a déclaré Karl de Habsbourg, petit-fils et légataire universel de l'impératrice Zita. L'archiduc Karl est l'actuel prétendant au trône d'Autriche depuis la renonciation de son père l'archiduc Otto en 1997. Il a été membre du Parlement européen de 1996 à 1999, représentant du Parti populaire autrichien (ÖVP, Österreichische Volkspartei).

♦ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE** – Les monarchistes tchèques ont effectué leur marche traditionnelle de la statue de saint Venceslas au château de Prague, ancienne résidence des rois tchèques et actuel palais présidentiel. Précédés d'un orchestre, brandissant des drapeaux jaunes ils scandaient des slogans monarchistes. Leur animateur, l'historien et écrivain Petr Placák, déclare à l'agence de presse tchèque CTK : « Le roi a l'avantage de représenter la société sans être dépendant des partis » ajoutant « Nous représentons une tradition millénaire, lorsque les terres tchèques avaient déjà la forme du royaume ».

Le paradoxe persan

La répression sanglante des manifestations en Iran attire une fois de plus l'attention sur ce pays plurimillénaire qui est appelé à jouer un grand rôle dans les prochaines décennies. Une étude de Jean-François Colosimo ⁽¹⁾ nous permet de comprendre la dialectique du religieux et du politique, de la tradition et de la modernité, de la *Perse éternelle* et du monde contemporain, qui ne cesse de bouleverser cette grande nation.

Complexité de la société persane ? Bien entendu. Étrangeté de cet islam iranien ? Oui, surtout pour des Français qui ne connaissent (plus ou moins...) que les arabo-musulmans du Maghreb. Par la faute de journalistes paresseux, nous ignorons les mille et une subtilités qui font de l'Iran le paradis des dialecticiens. Mais avant d'illustrer ce point, il faut accepter une vérité qui n'est guère discutée : « *L'Iran est la religion de l'Iran* ». Cela signifie que les Iraniens de toutes tendances ont le sentiment d'appartenir à une nation plurimillénaire et que la plupart ont le souci de son indépendance et de sa grandeur - au sens gaullien du terme. C'est ainsi que les Iraniens iranisent les religions : le christianisme est nestorien, l'islam est chiite. C'est pourquoi les Iraniens ont un très vif souvenir des humiliations qui leur furent infligées par les grandes puissances occidentales et redoutent que leur nation ne devienne leur jouet. Gardons à

l'esprit cette unité tout en jetant un trop bref coup d'œil sur la fascinante diversité de la *Perse éternelle* et sur les dialectiques qui marquent son rapport douloureux à la modernité.

Pluralité religieuse : la Perse fut d'abord zoroastrienne et cette religion continue d'être officiellement reconnue comme premier monothéisme et initiale promesse de salut éternel. De même, l'Iran des mollahs reconnaît les juifs et les chrétiens ainsi que les musulmans sunnites qui représentent 10 % de la population. Mieux, la Constitution de 1979, comme celle de 1906, donne une représentation parlementaire aux communautés monothéistes : deux sièges aux Arméniens, un aux zoroastriens, un aux Juifs, un aux Assyriens. La République islamique est une dictature impitoyable mais ce n'est pas un système totalitaire.

Particularité religieuse : le chiisme est « *un islam de la médiation* » face à la communauté close et non hiérarchisée

de l'oumma sunnite. En légitimant Ali, descendant du Prophète, le chiisme fait de l'imam un médiateur dans une religion qui se place « *à la charnière entre la révélation indécidable et l'histoire à décider* », entre le visible et l'invisible, l'apparent et le caché, l'ésotérique et l'exotérique. La religion chiite « *se réfère à tout un ensemble conceptuel, dont l'exaltation de la philosophie ; symbolique, dont la sublimation de l'image ; hiérarchique, dont la prévalence du guide ; rituel, dont la valorisation de la souffrance ; dévotionnel, dont la primauté de l'expérience personnelle. Le chiisme aboutit donc, dans sa meilleure part, à une théosophie de l'amour.* » (2)

Dialectique du turban et de la couronne : le jeu des alliances et des confrontations entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux marque tout le XX^e siècle iranien et s'est relancé en 2009 dans le sang. La révolution de 1905 est à la fois moderniste et islamique :

le clergé est alors favorable au régime parlementaire et la Constitution de 1906 (la première du Moyen Orient) institue une monarchie parlementaire - mais l'alliance du roi, du peuple et du clergé se brise en 1908. Fondateur d'une nouvelle dynastie, Reza Pahlavi est un autocrate nationaliste modernisateur, un « *républicain contrarié* » qui aurait voulu instaurer une république laïque à la manière d'Atatürk mais qui s'est résigné à la monarchie sous la pression des mollahs qui lui promettaient la guerre civile s'il proclamait la république. Plus tard, les mollahs détruisirent la monarchie et proclamèrent la République...

Conflit dynastique : il oppose les Qadjar aux Pahlavi. La dynastie Qadjar a été fondée par Agha Muhammad, un chef de tribu turkmène qui conquiert l'Iran et se proclame chah à Téhéran en 1787 avant d'être assassiné la même année. Son neveu Fath Ali Chah lui succède, une continuité s'établit mais ce facteur positif ne permet pas d'éviter le déclin de l'Iran (3). Jean-François Colosimo cite une remarque que lui a faite le prince Ali Qadjar : « *Notre dynastie eut la chance ou la malchance, je ne sais, d'arriver au pouvoir alors que l'impérialisme occidental devenait agressif et brutal. Elle a alors eu mission de défendre le pays contre l'étranger* ». Mais l'é-

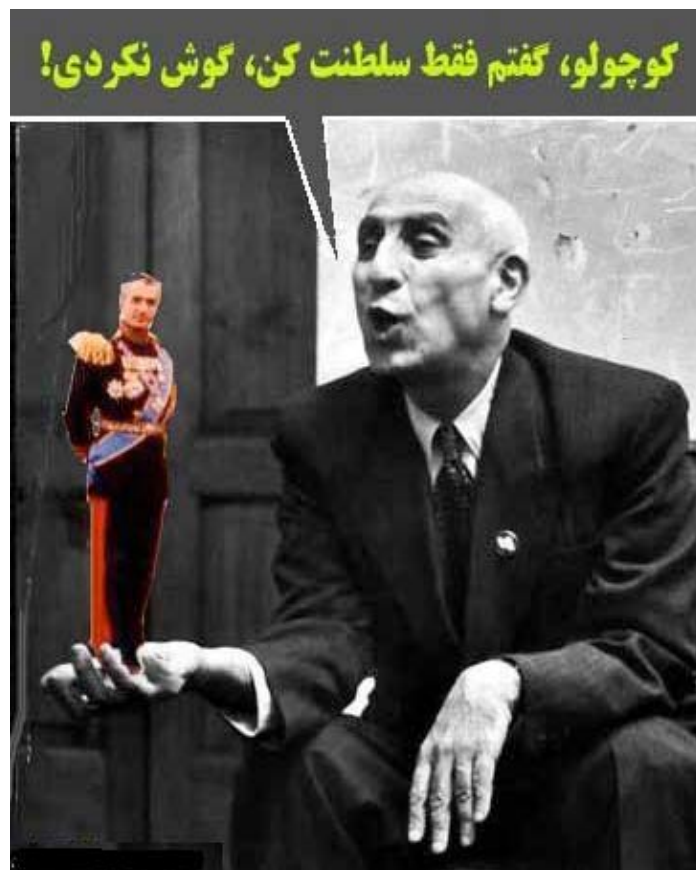
conomie du pays passe sous contrôle étranger, les Britanniques et les Russes s'attribuent des zones d'influence en 1907 et les convulsions politiques accroissent l'emprise étrangère : pendant la Première Guerre mondiale, des troupes anglaises, russes et ottomanes se disputent le contrôle du pays. En février 1921, Reza, colonel d'un régiment iranien de Cosaques, entre à Téhéran à la tête de son régiment et se fait proclamer ministre de la Guerre, puis désigner comme Premier ministre en octobre 1923. Il obtient la déposition du chah le 31 octobre 1925 et se fait couronner roi le 25 avril 1926 sous le nom de Reza Chah Pahlavi. C'est pour imposer immédiatement une dictature modernisatrice.

Dialectique de l'intérieur et de l'extérieur : dictateur et roi selon le fantasme maurassien, Reza ne parvient pas à empêcher le règne de l'étranger : le pays est occupé par les Anglais et les Russes en août 1941 et le premier des Pahlavi démissionne en faveur de son fils Mohammad Reza le 15 septembre. L'année suivante, l'Iran signe un accord par lequel il met son sol et ses ressources à la disposition des Alliés en échange d'une promesse de reconnaissance de l'intégrité territoriale du pays après la victoire. Formelle en 1945, cette pleine indépendance se concrétise lorsque le docteur Mossadegh, porté au pouvoir par le peuple le 25 avril 1951, décide dès le 30 du même mois la nationalisation de l'*Anglo-Iranien Oil Company* (AIOC) qui prenait 85 % des bénéfices tirés du pétrole iranien. C'est un moment-clé de l'histoire de l'Iran : devenu Premier ministre, Mossadegh rompt les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et sort vainqueur du conflit juridique qui l'oppose à l'AIOC. Le peuple le soutient avec enthousiasme et l'ayatollah Kachani l'appuie : l'alliance de 1906 entre le parti laïque et le parti religieux est reformée et elle porte à nouveau au pouvoir le docteur Mossadegh qui, en conflit avec le chah, avait démissionné cinq jours plus tôt.

L'espoir des Iraniens est immense. Il est vite brisé par les Américains secondés par les Anglais. La CIA et le MI 6 mettent au point un plan de déstabilisation : « *manipuler l'opinion, morceler l'opposition, diviser les islamistes et les communistes, isoler les nationalistes, accuser le gouvernement de dérive dictatoriale, aggraver les difficultés économiques, financer les grévistes.* » Et ça marche : le 13 août 1953, Mossadegh est démis de ses fonctions par le chah. Le peuple se soulève et Mohammad Reza doit s'exiler mais ses partisans répliquent sous la direction d'un général pro-nazi : le 19 août, Mossadegh est arrêté et une sanglante répression frappe les communistes et les nationalistes. Le chah est vainqueur mais « *c'est à l'ambassade américaine que se décide, désormais, la politique de l'Iran* ». Les compagnies pétrolières américaines vont pouvoir pomper l'or noir en toute tranquillité.

Installé au pouvoir par les Alliés, rétabli par les services secrets anglo-saxons, sous l'emprise de Washington, le chah va vivre dans le paradoxe : il se croit fort parce qu'il est soutenu par les États-Unis et protégé par les tortionnaires de la Savak mais son pouvoir est fragile : l'autocrate soumis à l'étranger est directement confronté au peuple humilié par l'éviction de Mossadegh ; il va de plus provoquer la fureur des religieux par la modernisation forcée du pays (urbanisation, industrialisation, militarisation). La *révolution blanche* est décidée sur injonction américaine mais réalisée pour affirmer la puissance de la nation iranienne et la faire valoir comme grande puissance.

Le chah veut « *redistribuer la richesse au peuple* » - tels sont ses propres mots ; par décret, il privatise la terre, donne le droit de vote aux femmes, libéralise le code du mariage. La famille traditionnelle est déstructurée, le pouvoir clérical ébranlé, sans que la fierté nationale, telle que l'incarnait un Mossadegh,



■ **Le Dr Mossadegh s'adressant au Chah : « Hé ! Petit homme, je vous avais dit d'être un monarque constitutionnel mais vous ne m'avez pas écouté... ».**

Caricature publiée sur iranian.com

puisse compenser le choc social. Dictateur à la mode en Occident (le Chah et Soraya...), Mohammad Reza surcompense en se faisant proclamer « *Rois des Rois et Lumière des Aryens* » le 26 octobre 1967 puis en organisant à Ispahan (octobre 1971) de splendides fêtes. L'élite occidentale s'y précipite mais la population est écœurée par le montant des sommes dépensées.

Tout cela échoue. Destinataire théorique de la richesse, le peuple connaît la conduite scandaleuse de la famille du chah et la corruption éhontée de l'élite au pouvoir. « *Mohammad Reza se verra comme un réformateur ; l'époque lui renverra l'image d'un tyranneau* », soumis aux Américains mais souffrant de cette soumission. « *Par son propre complexe, Mohammad Reza sera si Iranien qu'il se rendra insupportable à l'Iran. Toujours le paradoxe persan* ». La révolution de 1979 tranchera dans le vif sans

qu'on puisse y voir un retour aux sources du chiisme iranien : au contraire, la désignation d'un ayatollah comme guide suprême est une hérésie et le khomeynisme sera à son tour marqué par des contradictions explosives. Sous la férule des mollahs, l'Iran a continué de se moderniser, ce qui rend toujours plus insupportable la dictature cléricale. C'est ainsi que le peuple s'est mis en révolution...

Maria DA SILVA

En mémoire du prince Mozaffar Firouz (Qadjar), ancien ministre du gouvernement Mossadegh en Iran, qui honora la *Nouvelle Action royaliste* de son amitié avant de disparaître prématurément, peu après la révolution de 1979.

📖 (1) Jean-François Colosimo - « *Le paradoxe persan. Un carnet iranien* », Fayard, 2009, prix franco : 20 €. Toutes les citations non référencées sont tirées de ce livre.

➡ [Achat immédiat](#)

(2) C'est nous qui soulignons.

📖 (3) cf. Jean-Paul Roux - « *Histoire de l'Iran et des Iraniens, Des origines à nos jours* », Fayard, 2008, prix franco : 27 €.

➡ [Achat immédiat](#)

Théorie du travail émancipateur

Après avoir montré et dénoncé la souffrance au travail dans les entreprises soumises aux gestionnaires, Christophe Dejours forge les concepts et indique le processus par lequel le travail bien conçu et pratiqué devient la voie privilégiée de l'émancipation de la personne et de la collectivité laborieuse.

Voici douze ans, la publication de *Souffrance en France* (1) fut un événement, à tel point que c'est depuis ce livre que nous parlons de souffrance au travail et que nous avons appris à en repérer les manifestations - bien avant que les suicides dans les entreprises ne placent un court moment cette tragédie au centre du débat public. L'étude d'un nouvel ouvrage de Christophe Dejours (2) permet de vérifier la nature subversive de l'idéologie gestionnaire et l'intelligence perverse de ses adeptes qui ont systématiquement détruit les principes et les modes d'organisation du *travail vivant*.

Expliquer et dénoncer ne suffit pas. Compatir et revendiquer des aménagements du système de gestion est inutile. L'heure est à la lutte contre la domination (3) mais hors des sentiers battus et rebattus par les marxismes plus ou moins primaires. Il nous faut une nouvelle théorie du travail qui donnera sens à la révolution politique.

Christophe Dejours s'est attelé à cette tâche immense et dessine une vaste perspective qui va déconcerter la gauche réformiste et l'extrême gauche figée dans les rouges nostalgies du siècle passé. Nous sommes au contraire tout à fait à l'aise dans ce livre, où

nous retrouvons le langage et la réflexion politiques qui nous sont familiers : coopération, délibération, tradition, autorité, arbitrage, légitimité, incarnation. Tels sont les concepts aussi vieux que neufs de la pensée politique européenne, appliqués ici à la collectivité de travail - ce qui peut d'ailleurs poser problème quant à l'idée de légitimité. Il est intéressant d'observer que ce transfert est opéré par un psychiatre et par un psychanalyste (d'où une critique serrée de Freud) qui mobilise toute son expérience de thérapeute. Chemin faisant, il redéfinit les concepts de travail et d'émancipation - ce qui n'est pas moins passionnant.

La nouvelle théorie du travail se fonde sur une définition positive de ce type d'activité : il n'est plus réduit à son étymologie (*tripalium*) qui évoque la douleur de l'individu asservi. Le travail peut être une servitude ; il peut aussi devenir l'acte accompli avec d'autres en vue de la liberté. Acte libérateur, qu'il est plus exact de désigner comme mouvement d'émancipation pour signifier que l'objectif n'est pas encore atteint.

Cette théorie est essentiellement politique : Christophe Dejours met en valeur la **centralité politique du travail**. *Centralité* parce que le travail

fait lien entre la subjectivité, la politique et la culture - la politique étant la condition d'avènement du travail vivant. *Centralité épistémologique* aussi puisque l'expérience du travail maintient la relation entre la philosophie et la réalité. Il n'est donc pas étonnant que le psychanalyste utilise ici le langage de la philosophie et de la politique - celui d'Aristote, d'Hannah Arendt, de Michel Henry, d'Axel Honneth qui a repris le thème hégélien de la lutte pour la reconnaissance (4).

Cette théorie politique n'est pas une somme d'abstractions : elle vise à une délivrance effective de l'homme par son travail, dans une lutte acharnée contre la domination, pour en finir avec la peur de l'individu livré par les gestionnaires à la solitude et à l'humiliation, pour retrouver la joie de participer à une œuvre *collective*, de *bien vivre* et d'honorer la *vie*. Qu'on ne croie surtout pas que le livre de Christophe Dejours se termine par une homélie insipide sur les bergeries d'antan et les jolies processions des corps de métier ! La lutte contre la domination est périlleuse car on peut se faire retourner et entrer dans le jeu violent du maître. Le travail collectif implique une part de renoncement de l'individu au meilleur de lui-même ou à

son égoïsme car le *petit génie* est à tous égards insupportable pour le groupe. L'exercice de l'autorité est toujours au risque de la dérive caporaliste.

Prendre la mesure de ces risques permet de trouver des parades et ne saurait nous dissuader de reconstruire des collectivités de travail, de retrouver des méthodes de coopération, de nous persuader que l'entreprise n'est pas seulement une unité (aujourd'hui défectueuse) de production, mais un lieu où se tissent des liens de civilité et des rapports de pouvoirs. D'où la nécessité de penser et de favoriser concrètement la reconnaissance de chaque travailleur par les autres travailleurs, de fixer des objectifs au-delà de la production et de la productivité, d'instituer une autorité capable d'arbitrer lors des délibérations et des conflits - assez reconnue et acceptée pour tenir la violence en laisse. « *L'autorité est performative*, écrit Christophe Dejours. *Elle a besoin d'incarnation. Elle a besoin, au moins par intermittence, de passer par un corps vivant.* »

Nous sommes bien en pays de connaissance.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Christophe Dejours - « *Souffrance en France* », Le Seuil, Points essai, prix franco : 9 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Voir *Royaliste* n° 710, page 8, « *Le salaire de la peur* » ; *Royaliste* n° 717, pp. 6-7, entretien avec l'auteur.

📖 Christophe Dejours & Florence Bègue - « *Suicide et travail : que faire ?* », PUF, 2009, prix franco : 12,50 €. ➡ [Achat immédiat](#)
Royaliste n° 957, pp. 6-7, « *Toujours plus* ».

📖 (2) Christophe Dejours - « *Travail vivant, II - Travail et émancipation* », Payot, 2009, prix franco : 20 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Natacha Borgeaud-Garciandia - « *Dans les failles de la domination* », PUF, 2009, prix franco : 13 €. Cf. *Royaliste* n° 958, page 8, « *Dialectique de la résistance* ». ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (4) Axel Honneth - « *La Lutte pour la reconnaissance* », Cerf, 2000, prix franco : 38 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Le mythe de la violence religieuse

Dans les représentations les plus courantes aujourd'hui, aussi bien chez les intellectuels philosophes, politologues, sociologues que chez le citoyen des micros-trottoirs, la violence est étroitement associée au phénomène religieux. Bien sûr, l'image des tours new-yorkaises est dans tous les esprits, et l'idée selon laquelle le fanatisme fondé sur l'absolu et l'irrationnel s'oppose à la rationalité claire et apaisée de la civilisation séculière, semble profondément ancrée dans la conscience et l'inconscient contemporains. Les terroristes sont forcément des *fous d'Allah* et personne ne semble se souvenir que les *possédés* selon Dostoïevski, précurseurs des totalitaires du vingtième siècle, étaient des athées fous, dévorés par l'obsession de délivrer le monde d'un dieu tyrannique. Que, pour reprendre le titre célèbre de René Girard, *le Sacré* ait été associé de façon immémoriale à la violence est une chose, mais précisément cette mise en rapport était fondée non sur une complicité mais sur la nécessité d'une protection. Le Sacré limite la violence, empêche sa propagation et s'interpose contre le danger d'explosion du groupe face aux emballements des pulsions inhérentes à notre belle espèce. Mais rien n'y fait, car c'est toute la culture contemporaine, solidaire des problématiques qui datent de plusieurs siècles qui s'oppose, avec acharnement, à toute dissociation du couple religion – violence. Sa remise en cause serait ruineuse pour les fondements mêmes de la philosophie politique moderne qui tire sa justification d'une naissance de l'État à l'encontre de l'horreur des guerres de religion du XVI^e siècle.

Sur ce point précis, je dois consentir à un aveu. J'ai moi-même participé de cette certitude de la légitimité de l'autonomie de l'État, désentravée d'un religieux qui entraînait l'Europe dans une guerre civile inexpiable. Je me suis toujours reconnu comme héritier de ce parti des politiques qui avaient obtenu l'avènement réparateur du règne du grand roi pacificateur que fut Henri IV. Il me faut, désormais, reprendre la question, compte tenu de la démonstration implacable de William Cavanaugh, qui, dans le cours d'une enquête rigoureuse, a totalement détruit le **mythe de la violence religieuse**, et singulièrement la justification de l'État séculier protecteur de la paix civile face à la menace de la violence religieuse. Cavanaugh est un théologien catholique de nationalité américaine, qui s'est toujours intéressé à la philosophie politique. Tout jeune, il vécut au Chili les affres de la dictature de Pinochet, ne supportant pas les complicités ecclésiales avec le régime. C'est au nom de l'autonomie du champ religieux qu'il revendiqua la possibilité d'intervenir, notamment contre la torture. Encore fallait-il qu'il y ait un tel espace, défini par lui comme corps eucharistique, pour pouvoir s'opposer au pouvoir tyrannique. Mais c'est extrêmement difficile à cause de la non-indépendance de l'Église et de la quasi-impossibilité d'agir en tant que chrétien, ce qui l'oppose à l'ombre tenace de Jacques Maritain. Mais il a toutes les audaces, ce jeune

théologien intégraliste, qui se moque de l'intégrisme et du progressisme.

Il ne craint pas de s'attaquer aux préjugés les mieux ancrés de la modernité. Et pour cela il redéploie la théologie dans son ampleur et ré-interroge l'histoire et la philosophie d'une façon ravageuse. Il n'opère nullement en amateur sur tous ces terrains. Il donne le sentiment d'avoir tout lu, tout dépouillé de la documentation disponible. Ne connaît-il l'ensemble des auteurs contemporains qui n'ont cessé de conforter la thèse de la violence religieuse, pour mieux légitimer la pseudo-émancipation séculière : « *La question est que la distinction entre la violence **séculière** et la violence **religieuse** est inutile, trompeuse et mensongère, et qu'elle doit être entièrement écartée.* » Pour exprimer les choses autrement, on pourrait dire que toutes affirmations sur la nature forcément belliqueuse du religieux sont d'autant plus péremptoires qu'infalsifiables, désignant des concepts improbables et accumulant les confusions épistémologiques et culturelles. Ce qu'on entend par religion est une extension forcée d'une invention de l'Occident moderne. On a voulu faire entrer dans des cadres canoniques des univers aussi hétérogènes que le bouddhisme, l'hindouisme et le shintoïsme qui renvoient à des réalités singulières, et inassimilables aux généralités. « *Il n'existe pas d'essence transhistorique et transculturelle de la religion.* »

par Gérard Leclerc



Peut-être, rétorquera l'objecteur, mais cela ne porte nulle atteinte à l'histoire propre de l'Europe et à la signification, massivement reconnue, de la rupture du XVI^e siècle. Face à la violence déchaînée entre catholiques et protestants, il fallait bien que l'État s'émancipe du religieux, pour établir la paix civile. Cavanaugh reprend ce dossier historique particulièrement ciblé, pour montrer que ce qui caractérise cette époque, ce n'est pas l'affranchissement du politique par rapport au religieux, mais la subordination du religieux au politique dans la logique de la montée en puissance des États modernes. « *Dans le sillage de la Réforme, les princes et les rois ont eu tendance à revendiquer, dans leurs royaumes, une autorité sur l'Église, comme l'Allemagne de Luther et l'Angleterre d'Henri VIII.* » Le préjugé le plus solidement établi veut que l'État moderne ait été la solution aux conflits religieux, cela dispense d'examiner si ce même État n'est pas à l'origine de ces conflits. Mais pour surmonter un tel préjugé, il convient de reprendre l'histoire précise des conflits du XVI^e siècle pour découvrir « *de multiples exemples où les membres d'une même Église s'entretenaient et où les membres d'Églises différentes furent alliés.* » La démonstration est impressionnante et conduit à une conclusion qui change toute la problématique de la période et des conséquences théoriques de la philosophie : « *La plupart des violences des soi-disant **guerres de religion** s'expliquent par des résistances que menèrent les élites locales contre les efforts des monarques et empereurs pour construire l'État.* »

C'est donc l'émergence de l'État qui fut la cause première de la violence du seizième siècle. On conçoit les conséquences théoriques d'une telle affirmation. Elles obligent à un réexamen de la plupart de nos postulats, ce que ne manque pas d'entreprendre William Cavanaugh dans un essai, qui n'impose d'ailleurs nulle contre-thèse à la thèse officielle. Il s'agit simplement de réfléchir à frais nouveaux, à partir d'un réexamen plus exigeant de l'histoire et de sa complexité.

William Cavanaugh - « **Le mythe de la violence religieuse** », l'Homme Nouveau, prix franco : 30 €.

Achat immédiat

Paul et Kader

Etonnant et détonnant roman, Norbert Multeau revient sur le crépuscule de l'Algérie de Papa. La vraie ? Celle des méchants pas toujours méchants et des gentils pas toujours gentils, celle des pieds-noirs pas toujours Borgeaud et des Yaouleds ne suant pas toujours le burnous. Des hommes et des femmes, musulmans, chrétiens, juifs, athées qui existaient ensemble et qui faisaient plus que se côtoyer. Il ne faut pas rêver évidemment. Il y avait les mauvaises habitudes, les lois iniques, les injustices fla-grantes, les politiciens profiteurs. Mais deux garçons que tout devait séparer, pour aller dans le sens de la doxa d'alors, étaient amis, draguaient les mêmes filles, courraient après le même boulot, s'entraidaient, se disputaient aussi.

C'est l'histoire de deux jeunes compères partageant pendant les sept ans cruels de la guerre d'Algérie des aventures rocambolesques dans leur village de Rimbaud, déjà tout un programme, vers l'Eldorado du Grand Sud avec son lot de déceptions et à Alger la Blanche rougie de sang mêlé. Paul et Kader ont rencontré ainsi dans leurs pérégrinations des personnages pittoresques, chaleureux quelques fois manipulateurs ou menteurs, mais qui sortaient des clichés des photographes en chambre et en carte, bien-pensants et bien-séants. Bien entendu, les atrocités étaient omniprésentes, les trahisons, les règlements de compte, la peur interféraient dans les relations de tous ces humains qui de tout côté vivaient et ont espéré presque jusqu'au bout sortir de ce cauchemar.

Hervé SIMON

📖 Norbert Multeau - « **Paul et Kader** », Éd. Télémaque, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

Le langage face à l'abîme

Après Cercle, Yannick Haenel plante avec Jan Karski un jalon crucial dans son œuvre romanesque.

Tôt ou tard, l'écrivain de fond trace le mot **Shoah**. Car c'est en affrontant ce trou noir de l'histoire qu'il peut espérer toucher le point incandescent où la condition humaine fusionne avec l'expérience intérieure de celui qui écrit : « *On croit que l'histoire mondiale se déroule très loin de nous, à chaque instant elle semble avoir lieu sans nous, et à la fin on se rend compte que cette histoire est celle de notre âme.* » La **Shoah** n'est ni un événement circonscrit dans le temps, ni un anachronisme dans l'histoire du monde moderne. Elle est au contraire le *nec plus ultra* de l'utopie capitaliste qui, aujourd'hui, fascine d'effroi la Société du Spectacle.

« *Car les hommes n'agissent que selon leur intérêt ; et précisément il n'était dans l'intérêt de personne de sauver les Juifs d'Europe, si bien que personne ne les a sauvés.* » Un homme, pourtant, a tenté d'ébranler **la conscience du monde** : Jan Karski. Jeune officier en 1942, il pénètre clandestinement dans le ghetto de Varsovie pour savoir dans quelles conditions y vivent les juifs : « *Tandis que nous nous frayions un chemin dans la boue et les décombres, des ombres qui avaient jadis été des hommes et des femmes s'agitaient autour de nous.* » Il se rend ensuite, grâce à la complicité d'un gardien ukrainien, dans le camp d'Iz-

bica Lubelska : « *Les malheureux, fous de terreur, grimpaient sur les têtes et les épaules de leurs compagnons. Ceux-ci essayaient de les repousser en se protégeant le visage. Les os craquaient et les hurlements devenaient insensés.* » Il faut empêcher ce génocide, il faut alerter les Alliés : Jan Karski quitte la Pologne et rejoint l'Angleterre, puis les États-Unis. Là, il témoigne sans cesse : conférences, entretiens, réunions, rapports... En vain. « *Je n'ai pas dit que vous mentiez, j'ai dit que je ne peux pas le croire* », lui répond un jour Félix Frankfurter, juge de la Cour suprême des États-Unis.

« *Le témoin, est-ce celui qui parle ? C'est d'abord celui qui a vu. Les yeux exorbités de Jan Karski, en gros plan, dans Shoah, vous regardent à travers le temps. Ils ont vu, et maintenant c'est vous qu'ils regardent.* » Yannick Haenel, dans la première partie de son roman, visionne le Shoah de Claude Lanzmann. Un homme d'une soixantaine d'années y sanglote : c'est Jan Karski. « *Maintenant, le langage n'a plus de vie, il ne cherche plus à convaincre ou à expliquer, il ne pourra secourir personne.* » Jan Karski a cru que son action pouvait être utile, que le langage pouvait sauver les juifs d'Europe. *Mon témoignage devant le monde*, le récit qu'il écrit en 1942 (et dont la lecture faite par Yan-

nick Haenel occupe la seconde partie du roman) ne change malheureusement pas le cours de l'histoire. À partir de 1945, Jan Karski se tait.

Face à la **Shoah**, le langage échoue s'il ne vise qu'à être utile : il se positionne alors sur le terrain favori de son ennemi. Là où prévaut l'utilité (y compris l'utilité du discours) prévaut le germe de la **Shoah** (aussi saugrenue que cette idée puisse paraître). C'est donc en dépassant la simple utilité que le langage peut espérer tuer dans l'œuf ce qui, aujourd'hui, ne demande qu'à ressurgir. La fiction (objet de la troisième partie du roman de Yannick Haenel), la poésie, l'amour sont plus que jamais nécessaires : « *J'ai compris ce soir-là, tandis qu'une femme défiait l'abîme qui s'ouvre sous chacun de nos gestes, que la seule chose qui peut tenir face à l'abîme, c'est l'amour ; seul quelque chose comme l'amour est capable de tenir face à l'abîme, parce que précisément l'amour n'existe que comme abîme.* »

Gilles MONPLAISIR

📖 Yannick Haenel - « **Jan Karski** », Gallimard, collection *L'infini*, 2009, prix franco : 18,50 €. [Achat immédiat](#)

📖 Jan Karski - « **Mon témoignage devant le monde** », 1942, réédition prévue en février chez Robert Laffont.

ROYALISTE vous plait ?

Faites-en profiter vos amis...

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Néoprotectionnisme et réindustrialisation**" et, d'autre part, "**Souffrance au travail et relations dans l'entreprise**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit égale-

ment approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérent et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

L'ensemble des textes préparatoires (projets de motion, Déclaration de principes et nouveaux statuts) seront envoyés aux adhérents à la fin février.

Merci de noter la date du Congrès sur vos agendas.

Duc de Vendôme

Le prince Jean continue sa tournée de présentation de son livre au travers du pays :

- 28 janvier : **Marcq-en-Baroeul** (Hôtel de Ville à 20 h 30)

- 11 février : **Vichy** (Hôtel Aletti, 3 place Joseph Aletti, à 20 h 30)

- 18 février : **Limoges** (Médiathèque francophone, 20 h 30)

- 2 mars : **Toulouse** (Salle des Jeux floraux, place Assezat, 19 h 30).

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.



Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm
attache de qualité
fabrication du
maître-médailleur Martineau

Prix franco : 8 €

[Achat immédiat](#)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 27 janvier** - Économiste et juriste, docteur en droit et en histoire économique, journaliste, syndicaliste, **Philippe ARONDEL** est un familier de nos réunions. Avec lui, nous avons évoqué l'ultra-libéralisme, la pauvreté, les questions sociales en Europe, la « gouvernance »...

● A partir d'un ouvrage que Philippe Arondel vient de publier, la réflexion portera cette fois sur une question qui est au cœur des mouvements sociaux et que le pouvoir politique ne veut pas prendre en considération : « **Les salaires** ». Ils ont été sacrifiés délibérément après le tournant libéral de 1983 sous couvert

de sophismes que plus personne ne peut aujourd'hui prendre au sérieux. Pourtant, les gouvernants de gauche et de droite persévèrent dans la contrainte salariale, facteur de crises sociales et de réelles misères. Est-il possible de sortir du piège ultra-libéral ? A quelles conditions ?

● **Mercredi 3 février** - Professeur de théologie à l'Institut Saint-Serge, philosophe, éditeur, **Jean-François COLSIMO** mène depuis plusieurs années une recherche sur les mutations contemporaines du fait religieux en politique. Nous l'avons reçu pour *Dieu est américain*, puis pour *L'Apocalypse russe*. Il revient parmi nous pour nous expliquer « **Le paradoxe persan** », titre d'un livre qu'il a récemment publié. L'enquête effectuée en Iran, au cours de laquelle l'auteur a rencontré les principaux acteurs de la vie religieuse et politique, s'accompagne d'une analyse historique qui met en évidence les évolutions, les révolutions et les contradictions qui ont marqué l'Iran et qui éclaire les événements survenus depuis vingt ans : chute de Reza Pahlavi, dictature khomeyniste, politique de l'énergie, manifestations de rue de l'opposition, évolutions de la société iranienne. Ces réflexions approfondies nous permettront d'envisager l'avenir de l'Iran et les raisons pour lesquelles la France ne peut y rester indifférente.

FACEBOOK

A l'initiative d'un de nos abonnés, un groupe "Nouvelle Action Royaliste" vient d'être créé sur Facebook. Il a pour vocation première d'annoncer nos réunions et publications. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

<http://www.facebook.com/>

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Paroles d'oligarque

Il faut lire Alain Minc. Non pour apprendre quelque chose sur l'économie et la finance. Mais pour savoir comment ça pense, un oligarque. Ou plutôt, comment ça regarde le monde et la société française. Écoutons Alain Minc comme on écoute une radio ennemie, pour savoir ce qui se trame dans l'élite au pouvoir.

De fait, le personnage est particulièrement représentatif : classé à gauche, ami de Dominique Strauss-Kahn, il est proche conseiller de Nicolas Sarkozy. C'est dire qu'il est à la jointure, au sein de l'oligarchie, de deux tendances de l'ultra-libéralisme qui se distinguent par quelques nuances. Dans une production médiatique proliférante, j'ai choisi pour mon coup de sonde acoustique un entretien accordé par Alain Minc au *Figaro* du 4 janvier.

Nous pouvons y vérifier, en première analyse, que le bonhomme n'a pas changé : « *il y a quinze mois, déclare-t-il, l'économie mondiale est passée à un millimètre d'un collapsus certainement plus grave que ce qu'a été la crise de 1929* ». Dans sa prétentieuse nullité, Alain Minc nous avertit ce mois-ci de la gravité d'une crise qu'il n'ait résolument en octobre 2008 : devant les journalistes de *Parlons Net*, l'expert multicartes jugeait alors que la crise était « *grotesquement psychologique* » !

On peut donc savourer la justesse du diagnostic porté pourtant par le président d'AM Conseil en ce début d'année : « *Nous pensions ainsi que nos économies étaient solides, tandis que nos sociétés étaient fragiles. C'est l'inverse !* » Entre autres preuves, la France qui a

« *traversé la crise dans un grand calme social* ». Alain Minc n'a pas lu la note interne de la Préfecture de police de Paris citée par *Le Figaro* du 3 juillet faisant état, par rapport à 2008, d'une augmentation de 31, 81 % des manifestations revendicatives dans la capitale et de la violence croissante des manifestants (1). Il n'a pas lu non plus *La Tribune* du 21 août dernier qui donnait tous les détails sur « *Un été marqué par les fermetures d'usines, plans sociaux et rébellions de salariés en France* ».



Ces négligences sont significatives car le point de vue d'Alain Minc est partagé par Nicolas Sarkozy et François Fillon : la société française est solide, les syndicats ont été très responsables l'an passé. Alain Minc est lui aussi très satisfait de la CFDT et de la CGT : « *...le pays a traversé cette année dans une atmosphère de cogestion, uniquement avec les grandes centrales syndicales* ». Force Ouvrière et la CFTC ne comptent pas plus que la colère des militants de base, assurément plus révolutionnaires que leurs dirigeants.

Mais l'ami de Nicolas Sarkozy et de Dominique Strauss-Kahn

va plus loin : « *...si la France a bien traversé la crise, c'est parce qu'il n'y en a pas eu pour 90 % de la population. Il existe dans notre pays deux types de main-d'œuvre : une à la japonaise, qui regroupe les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises, plutôt protégés. Et une main-d'œuvre américaine, regroupant les travailleurs temporaires ou en CDD. C'est cette catégorie-là qui a subi la crise de plein fouet. Mais si vous prenez les travailleurs à la japonaise et les retraités, en France, 90 % des gens ont échappé à la crise, sauf psychologiquement* ». La psychologie étant sans importance, on peut donc faire l'impasse sur toutes les formes de souffrance au travail et sur les suicides qui en sont l'extrême manifestation. On peut aussi tenir pour quantité négligeable nos quatre millions de chômeurs.

Grâce à la fonction publique et à la protection sociale subsistante, avec les syndicats en pare-feu, l'oligarchie pense avoir le contrôle de la société française. Elle peut donc envisager sereinement une moindre croissance dans les années qui viennent (selon Alain Minc la cible serait 2 % et non plus 3 %, ce qui exclut la baisse du chômage) et se concentrer sur les choses sérieuses : « *Il est impératif que la France conserve sa notation financière AAA. Elle doit en avoir l'obsession* » pour rester dans le peloton des pays performants. On va donc encore affaiblir les stabilisateurs (fonctionnaires, législation sociale) et attaquer à nouveau le système des retraites – ce qui sera « *un signe de sérieux adressé au monde entier* ». Cette stratégie est absurde et criminelle, mais c'est bien celle qui nous menace.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. [l'éditorial de notre numéro 952 – juillet-août 2009](#).